

60 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 26 février

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

L'œil DU Sahel

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1184 du lundi 25 février 2019

INSÉCURITÉ

Les preneurs d'otages à l'assaut de la région du Nord



«Le contexte sécuritaire actuel exige des soldats de grandes capacités psychologiques»

lire l'interview de Guy-Bertrand Ovambe Mbarga, chef d'unité de psychologie à l'hôpital militaire de Yaoundé.

P. 10



P. 3



Nomination

Le Mbéré célèbre le DGA de l'Enam

P. 6

Maroua

Le vol des motos prend de l'ampleur

P. 7



Garoua

Une cargaison de vinaigre de 50 millions FCfa saisie

P. 7

Tcheboa

Le lamido fait emprisonner un chef du village

P. 7

NGONG. Cette action vise à réduire le phénomène des élèves assis à même sol pendant les cours.

Le maire offre 1000 tables-bancs à 50 écoles publiques

Par David Martin

La commune de Ngong dans l'arrondissement de Tchéboa va en guerre contre le phénomène des «assis à même le sol» dans les établissements scolaires. 1000 tables-bancs ont été rétrocedés à 50 écoles publiques de cette unité administrative ce 21 février 2019. «C'est un pari que la commune de Ngong s'est donnée il y a quelques années. Nous comptons éradiquer de la commune le spectacle désolant des enfants assis à même le sol dans nos écoles. C'est un défi que nous nous lançons et pensons y venir à bout. C'est une décision que nous avons prise en 2016. Nous nous sommes donné un slogan : «zéro enfant assis à même le sol dans l'arrondissement de Tchéboa» pour soutenir cette action.

En effet, «la rétrocession des tables-bancs de ce matin est un signe fort de matérialisation de ce vouloir améliorer les conditions d'apprentissage de nos progénitures. Ce n'est pas une tâche aisée pour la commune, nous le savons. Mais avec la contribution de nos partenaires tels que le fonds spé-

cial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom), le programme national du développement participatif (Pndp), et bien d'autres, nous espérons atteindre le cap que nous nous sommes fixé. Ce lot de 1000 tables-bancs n'est qu'un début», développe Hamadou Ahiwa, maire de la commune de Ngong. D'après le maire, ce don aurait dû être offert en 2018. «Nous avons connu un retard dans la fabrication. Vous avez dû le constater, ces bancs sont marqués des écriteaux : exercice 2018. C'est pour dire que c'est le fruit du budget de l'exercice 2018. Plusieurs autres tables-bancs sont en fabrication pour le compte de l'exercice 2019 et seront livrés dans les mois à venir. Le train est lancé, rien ne pourra plus l'arrêter jusqu'à ce que nous ayons atteint l'objectif que nous nous sommes fixé», a promis Hamadou Ahiwa.

Le nombre de tables-bancs rétrocedé à chaque école oscille entre 70 et cinq tables-bancs. Plusieurs critères ont défini la répartition. Les écoles abritant un sous-centre d'examen ont reçu chacune 70 tables-bancs tandis



Des tables-bancs.

que celles situées sur la route nationale n° 1 et sans sous-centre d'examen se sont vu octroyer 50 tables-bancs chacune. Les écoles sans bâtiments par contre ont chacune reçu 05 tables-bancs. «La répartition a tenu compte d'un certain nombre de critères. Trois principaux critères ont déterminé le nombre des tables-bancs à allouer à chaque école. Il y a le fait d'abriter ou non un

sous-centre d'examen, il y a la position géographique de l'école et aussi la capacité même de l'école. On ne peut par exemple pas offrir un nombre important de tables-bancs à une école sans bâtiment. Où seront casés ces bancs lorsqu'on sait que la saison des pluies c'est pour d'ici peu ? A ces écoles, nous leur avons remis un nombre symbolique pour qu'elles ne se disent pas que nous

les ignorons. Toutes les écoles sont dans nos fichiers et comptons satisfaire aux besoins des unes et des autres», a expliqué le maire de la commune de Ngong.

Actuellement, le besoin total de l'arrondissement de Tchéboa s'élève à 25 500 tables-bancs. «Nous saluons la détermination avec laquelle le conseil municipal de Ngong s'attaque à cet épineux problème qui impacte considérablement sur la qualité de la formation de l'apprenant. Ce n'est pas une particularité propre à l'arrondissement de Tchéboa elle est quasi générale dans le pays. C'est une équation vraiment difficile à résoudre. Etant donné que la volonté politique est là, nous espérons atteindre le «zéro assis à même le sol» comme le scande le maire. Comme suggestion, je proposerai à la commune la fabrication de ces tables-bancs en bois rouge au lieu du bois blanc comme c'est le cas à l'heure actuelle. Le bois rouge est plus résistant que le bois blanc», a confié Bezama Abel, directeur-adjoint de l'école publique de Boumjou. ■

GAROUA. Oumarou a été élu le 16 février dernier.

Le grand marché a un nouveau président



L'élection du président des commerçants.

Par Innocent-Blaise Youda

L'association des commerçants du marché central de Garoua a un nouveau président. «Monsieur Oumarou», dépositaire de la boutique 513, marchand des produits cosmétiques et des pagnes, entre autres, a été élu le samedi 16 février dernier président de ladite association. Oumarou remplace El Hadj Abdou Souleymanou, à ce poste. Le nouveau président a été élu par 627 voix, contre 117 pour son challenger. Une élection qui s'est déroulée sous haute tension. «Les enjeux sont toujours énormes quand il s'agit d'élire le président du marché. Le problème c'est que le président sortant ne nous montrait plus qu'il défendait suffisamment nos intérêts. De plus, j'ai eu l'impression qu'un groupe de commerçants ont tout fait pour imposer le nouveau président, on espère qu'une nouvelle dynamique sera installée au sein de la gestion du marché», explique Sanda Mohamadou, un boucher au grand marché central de Garoua.

Non sans dire que le passage d'El Hadj Abdou Souleymanou à tête de cette organisation a été marquée par la gestion des grandes crises telles que les pénuries du

ciment et du sucre sur le marché. «Nous avons eu un grand président ces dernières années. Beaucoup de ceux qui lui en veulent aujourd'hui devraient se rappeler de ses actions en faveur des commerçants. Pas plus tard que la semaine dernière, il était encore à la tête d'une délégation de commerçants pour défendre ceux-ci devant le chef de centre régional des impôts du Nord. Il a été en première ligne dans la question de la défense des intérêts des vendeurs de ciments et de sucre quand la question de pénurie se posait. Je pense qu'il a donné le meilleur de lui. Il faut le remercier pour son travail. Que la nouvelle équipe apporte plus que lui tout simplement», explique Mohamadou, propriétaire d'un magasin de pièces électriques au grand marché de Garoua.

En tout cas, originaire de Dourbeye dans l'arrondissement du Mayo-Louti, département du Mayo-Louti, sieur Oumarou, le nouveau président du marché qui a passé la journée du dimanche à célébrer sa victoire, avoue cependant n'avoir pas encore un projet précis pour les commerçants du grand marché. «Pour ce qui est des priorités de mon action, je connais les problèmes des commerçants du grand

marché central de Garoua. Nous sommes confrontés à ces problèmes au quotidien. En somme, je suis élu pour défendre leurs intérêts. Je vais immédiatement prendre attache avec le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Garoua afin de fixer les bases du travail et ensuite, nous allons avec les autres commerçants, établir un calendrier de travail. Il y a des problèmes urgents qui nécessitent que nous agissions rapidement, il y a des projets qui doivent être implémentés pour l'amélioration du cadre de vie du commerçant au marché. Tout ce cela, nous allons le faire en

équipe», confie Monsieur Oumarou.

Créé au lendemain de l'indépendance du Cameroun, le grand marché de Garoua est l'un des pôles économiques de référence de la sous-région. Selon une source auprès de la délégation régionale du Commerce pour le Nord, on y dénombre plus de 1900 commerçants officiellement recensés et l'institution fait un chiffre d'affaire estimé environ de 9 à 11 milliards de FCfa par mois. «Garoua est un pôle stratégique au plan commercial. Au grand marché central de Garoua, vous avez des commerçants qui viennent non seulement des qua-

tre coins de la République, mais également des pays voisins comme le Nigeria, le Tchad, la RCA et également du Niger et du Soudan. L'importance de ce marché au plan économique est énorme. De plus, il y a au fil des jours, de nouvelles sollicitations des personnes qui veulent s'y installer. Le président des commerçants de ce marché a un rôle important à jouer dans la gestion des conflits qui peuvent subvenir dans cet espace important», croit savoir un cadre à la délégation régionale du Commerce pour le Nord. ■

MEIGANGA. Cela s'est fait par le biais d'une association par eux créée.

Les anciens élèves du lycée classique font des dons

Par B.A

L'Amicale des anciens élèves du lycée de Meiganga Génération Douena Gouchia (Aelm GDG) a remis de kits sportifs de plusieurs disciplines et des kits médicaux pour les soins de premiers secours le 04 février dernier. Une action qui est entrée dans l'histoire de l'établissement, non sans susciter la gratitude de l'actuel proviseur Baba Abdoullahi, de ses collaborateurs et des élèves. Ces derniers, par la voix de Geneviève Lita Ngassou, élève en Seconde Chinois, ont promis un retour d'ascenseur envers les générations futures.

Mais la descente de l'Aelm GDG, association légalisée le 23 novembre 2016, visait par ailleurs à susciter des vocations. Le partage d'expériences et les réminiscences étaient au menu, dans une ambiance bon enfant. Car Meiganga continue de «coller à la peau» de ces filles et fils de diverses origines, a indiqué le lamido-sénateur de Meiganga, Moussa Sabo. Le lycée de

Meiganga qui a les unis à l'époque, les aura forgés. Mais s'il y a un homme qu'ils n'oublieront jamais de leur vie, c'est bien le feu Douena Gouchia, premier proviseur du lycée, de 1988 à 1993. «Je me rappelle qu'on avait dribblé les cours, et on appelait cet exercice, le «vol de 10 H». On a donc pris le vol de 10 H et on a trouvé monsieur Douena au niveau du pont et il nous a demandé de rentrer au lycée. Quand on arrive au niveau du terrain de basket qui n'existe plus aujourd'hui, on prend la tangente vers l'école de théologie, on retrouve monsieur Douena qui nous attendait. Il nous dit : rentrez au lycée. Quand on revient au lycée, il était déjà sur place et à l'époque, on avait cours de 8h à 12h. Nous sommes arrivés après 12h et il a décidé qu'on ne rentre pas à la maison, et demandé que chacun de nous prenne désormais un roman et le résume chaque lundi matin. Nous avons fini par nous y habituer», se souvient Hamidou Saidou, plus connu sous le nom de «sous-préfet de brousse»; l'actuel

Dg de la Caisse de Développement du Nord est inspecteur principal du trésor, toujours connu comme discret et intelligent.

Désiré Mvilongo, vice-président de l'Aelm, était un grand footballeur au lycée de Meiganga. Par la «méthode Douena», il a quitté la médiocrité pour l'excellence. «C'est Douena Gouchia qui avait institué le rassemblement tous les lundis. Après, il a institué la remise solennelle des bulletins aux cinq premiers et aux cinq derniers de chaque classe; tout comme aux cinq premiers du lycée et aux cinq derniers. Parmi nous présentement, il y a le premier de tout le lycée de la 6e en Terminale (Pr Serge Doka, NdIr), a-t-il révélé aux élèves. Serge Doka qu'il cite, sera introduit après que l'attention particulière des élèves a été requise. C'est que l'enseignant de l'université de Ngaoundéré, vice-recteur de l'institution, honore bien l'Adamaoua. Car premier du lycée de la 6e en Terminale, il peut se targuer aujourd'hui d'être premier professeur titulaire de la région. ■

DEMSA. Des hommes armés se livrent à des prises d'otage avec demande de fortes rançons.

Les preneurs d'otages à l'assaut de la région du Nord

Par Issa Batan

Les preneurs d'otages ont encore frappé à Demsa. Profitant de la pénombre, ils ont enlevé le lawan Moussa aux environs de 19h30. «*Ils l'ont pris avec son oncle, mais celui-ci a été libéré au motif qu'ils n'avaient pas besoin de lui. Voilà comment ils sont partis avec lui*», renseigne Moustapha.

Le phénomène de prise d'otages contre paiement de rançons est-il en train de se généraliser dans la partie septentrionale du pays ? Si le phénomène est plus médiatisé dans la région de l'Adamaoua, force est de constater qu'il est rampant dans la région du Nord. D'après plusieurs sources sécuritaires et administratives, la cote d'alerte devrait rapidement être atteinte. «*Dans la zone du Mayo-Rey, la prise d'otages est une activité qui prospère depuis des lustres en raison de la proximité de cette unité administrative avec le Tchad, la Centrafrique et même le Soudan d'où viennent parfois des bandes lourdement armées. Aujourd'hui, il n'est plus seulement circonscrit à cette unité administrative, il prospère ailleurs sous nos yeux et avec nos silences*», explique un collaborateur du gouverneur de la région du Nord.

Le cas de Demsa explique bien la montée de cette insécurité galopante dans la région du Nord. Pour l'année 2018 seulement, l'on a comptabilisé 18 cas de prise d'otages pour une centaine de millions de Fcfa versés aux ravisseurs. C'est dire combien est préoccupante la situation et la panique qui gagne tous les jours la population de cette partie du pays. «*Il ne se passe plus un mois sans que l'on ne signale un enlèvement ou une tentative d'enlèvement*», regrette Alhadji. Signe de la tension qui règne ici, le silence



Une rue de la localité de Gashiga.

des victimes qui refusent de témoigner par crainte de représailles.

TÉMOIGNAGE

L'histoire la plus cocasse est celle de l'éleveur Alhadji Bouba Djaouro. Le 12 septembre 2017, ce septuagénaire du village Yarmi, à environ 03 km de Gaschiga, a été enlevé tard dans la nuit par 06 hommes cagoulés et armés de fusils. Ils lui intimèrent l'ordre de les suivre sous la menace de leurs armes. A travers champs et rivières, ses ravisseurs le conduiront jusqu'à la lisière du Mont Tinguelin, à quelques encablures de la ville de Garoua où ils camperont dans une grotte durant 04 jours. Au cinquième jour, dans la nuit, il sera embarqué sur une moto vers une destination inconnue.

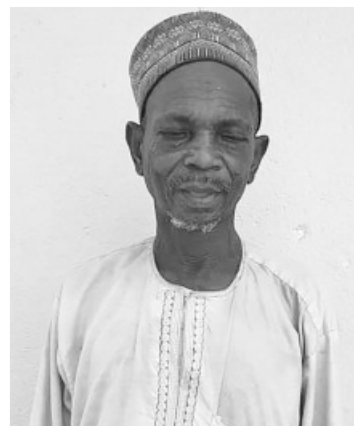
Dissimulant leurs armes sous leurs Djellaba, ses ravisseurs le mettent en garde contre toute tentative d'alerter les forces de l'ordre qu'ils croiseraient au passage, sous peine de mort.

Après avoir franchi un poste de péage, indique dit-il, une pluie diluvienne les a contraints à se réfugier dans une brousse. Dès cet instant,

son calvaire va prendre une nouvelle tournure. Il marche à pied, et pieds nus toute la nuit, et se cache dans la brousse le jour. Il n'a pas le droit de communiquer avec eux encore moins de les regarder en face. Seule chose qui lui est concédée : répondre aux questions à lui posées. Sa ration alimentaire se résumait à une rasade d'eau et à deux petites galettes de riz.

La cavale allait durer 03 jours. Et, au matin du 4ème jour, ils atteignent enfin leur repaire, au pied d'un pic, à l'abri d'un bosquet. Il y a là près d'une centaine de captifs. Des hommes, des femmes et des enfants visiblement apeurés et amaigris qui attendent le paiement d'une rançon, une action providentielle ou quelque chose de divine qui viendrait les délivrer de ce cauchemar.

«*Je suis tombé en sanglots et j'ai commencé à implorer le ciel de nous venir en aide. Dormant à même le sol et à ciel ouvert, exposés aux intempéries, nous étions enchaînés aux pieds les uns les autres puis fixés à un arbre pour empêcher toute tentative d'évasion la nuit*», se rappelle Alhadji Bouba Djaouro.



Alhadji Bouba Djaouro.

Une bonne organisation semble coordonner les mouvements de la bande. Il y avait, selon l'otage, des éclaireurs et des sentinelles qui montaient la garde, relayés à chaque fois par des hommes qui attendaient leur tour en buvant du thé ou nettoyant leurs armes à l'ombre des arbres. Les plus jeunes parmi eux s'affairaient à la cuisson du repas et à laver le linge.

Loin de leur repaire, un groupe de rabatteurs écumait les villes et les villages, épiait le moindre mouvement des commerçants dans les marchés et à la recherche de nouvelles proies. «*Lorsqu'ils se sont rendus compte que les 06 millions de rançon ne seraient pas payés, j'ai été bastonné sauvagement et je n'arrivais presque plus à m'alimenter. Je m'affaiblissais de jour en jour et j'ai fini par tomber malade. Au 29ème jour de ma captivité, se disant que ma famille avait fini par m'abandonner et surtout ne voulant probablement plus s'encombrer d'un vieillard malade, j'ai été libéré en compagnie de 03 autres personnes dont la rançon avait été payée. C'est par miracle que j'ai survécu, Grâce à Allah*», raconte aujourd'hui l'ancien captif.

Un commerçant prospère d'un village frontalier avec le Nigéria et qui a requis l'anonymat avoue avoir été lui aussi kidnappé alors qu'il se rendait à son champ. Ses ravisseurs réclamèrent le paiement d'une dizaine de millions de FCFA. Devant la lenteur de sa famille à payer la somme exigée, il fut torturé, flagellé, enchaîné, mis à la diète noire et placé sous séquestre pieds et poings liés pendant plusieurs jours dans une grotte. Aussi, un éleveur du même village a été froidement abattu au mois d'octobre 2018 pour avoir protesté du fait que son jeune frère fut tué à bout portant au moment où celui-ci tentait de lui porter secours. Un jeune commerçant de Demsa a récemment, stoïquement, fait face à ses agresseurs qui n'ont pas hésité à le rouer de coups de crosse de fusils. Il perdra connaissance sur le champ. Et, ses agresseurs le laissant pour mort ont tout de même emmené son épouse, abandonnant un nouveau-né.

Pour assurer la sécurité à Demsa, l'Etat a déployé dans la zone le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) dont un détachement campe à Gaschiga. En plus de ces éléments, signalons la présence de deux brigades de gendarmerie en manque toutefois d'effectifs et de matériel logistique pour agir efficacement. Ils ont pourtant pour mission de surveiller un territoire vaste de plus de 1 700 km².

Soumis à la violence et à la furie des malfrats, privés de secours, les habitants de Demsa et ses environs s'accrochent à leurs biens et à la vie comme à leur rêve : celui de voir un jour la fin du cauchemar.

Approchées, les autorités traditionnelles de la localité disent tourner leur regard vers Yaoundé et espèrent une réaction musclée et proportionnelle à ce phénomène, de la part du chef de l'Etat. ■

Aboubakar Moustafa, lamido de Demsa.

«Ces malfrats bénéficient des complicités au sein de la population»



Propos recueillis par I.B

Votre lamidat est depuis un certain temps la cible des preneurs d'otages qui sèment la terreur au sein de la population. Quel est votre état d'esprit en ce moment ?

Je suis sérieusement affecté par ce qui se passe actuellement sur mon territoire. Je compatis beaucoup avec toutes les victimes de ces agissements barbares. Cela dit, je voudrais rassurer la population de Demsa que nous mettrons tous les moyens en oeuvre aux côtés de l'administration pour venir à bout de ce

fléau. Il est inacceptable que des individus d'où qu'ils viennent et pour quelques motifs que ce soit, mettent en péril la paix et la sécurité de nos compatriotes.

De quels moyens dispose l'autorité traditionnelle que vous représentez face à des menaces de ce genre ?

Seule l'administration dispose des moyens tant humains que matériels pour lutter efficacement contre la criminalité et le grand banditisme. Quant à l'autorité traditionnelle, elle vient en appui à l'action gouvernementale dans le cadre de sa mission d'encadrement des masses. Toutefois, nos moyens sont d'ordre spirituel. Nous avons hérité d'une pratique qui avait cours dans le passé et qui consiste à faire jurer sur le Saint Coran toute personne étrangère suspecte. Cela permettrait de nous rassurer sur les intentions des uns et des autres et que personne ne prendrait part de près ou de loin à des activités criminelles et partant dénoncerait toute activité suspecte sans autre forme de procès. Ces pratiques, longtemps efficaces, ont fait leurs

preuves et mériteraient qu'on y face encore recours.

Par ailleurs, je dois ici signaler le concours très précieux de nos vaillants membres des comités locaux d'auto-défense qui est à plus d'un titre significatif car, au-delà du courage qu'on les connaît, ils sont dotés de pouvoirs mystiques qui leur permettent de faire face à toutes éventualités. Il suffit de leur accorder un crédit de confiance et leur donner un peu de moyens.

Pouvez-vous nous dire concrètement comment se passe ce rituel ?

Le procédé est simple et connu de tous les musulmans. Chez nous, le coran est un livre sacré qui contient de saintes écritures. Personne ne peut le profaner impunément en acte ou en parole. De manière simple, l'organisation des chefferies traditionnelles accorde une place de choix à la justice en ce sens que tous les litiges au sein de la communauté sont tranchés devant un tribunal coutumier, présidé par un juge (Alkali) à qui le lamido délègue tous ses pouvoirs judiciaires. Ainsi, dans des cas extrêmes, l'on fait jurer à un suspect de dire la vérité en prêtant serment sur le Saint Coran. Au préalable, on prendra le soin de s'assu-

rer qu'il a fait ses ablutions en bonne et due forme. Car, ne touche au coran que celui qui s'est purifié. Evidemment, tout ceci se passe devant le public et les jurés qui, à tout moment, pourront se prononcer sur les régularités du procédé.

Si la personne est coupable ou cache la vérité, elle encourt des sanctions divines qui vont de la folie à la mort. Si par contre, elle dit la vérité et ne se reproche de rien, il ne se passera rien. La sentence est immédiate, à court ou à long terme. C'est un acte spirituel qui met le coupable face à ces responsabilités et devant Dieu l'éternel, tout puissant.

Certains à Demsa dénoncent l'apathie des autorités ou alors de l'Etat. Etes-vous de cet avis ?

Je ne voudrai pas donner raison à ceux qui le pensent. Mais, au regard de ce qui se passe autour de nous, je dois avouer que la situation est plutôt confuse. Tenez ! l'Etat a doté Demsa de 2 brigades territoriales de Gendarmerie et de 02 unités de police qui normalement jouent leur rôle de maintien de l'ordre en vue de sécuriser les personnes ainsi que leurs biens. Mais le phénomène perdure. Il faudrait peut-être penser à doter ces unités de moyens supplémentaires et aug-

menter leurs effectifs pour leur permettre d'être plus efficace. Aussi, le détachement de nos forces de défenses dit « EMERGENCE » à mon humble avis, gagnerait à multiplier les patrouilles nocturnes à l'effet de dissuasion.

Avez-vous une idée sur la provenance et l'identité des preneurs d'otages ? avez-vous déjà eu l'opportunité de mettre la main sur l'un d'eux ?

Non ! si je l'avais, il y a longtemps qu'on mettrait fin à ces agissements. Tout ce que nous savons, il s'agirait des personnes s'exprimant en fulfulde ou en arabe-choa, deux langues vernaculaires du Grand-Nord Cameroun. Ce qui n'est pas déterminant dans le processus d'identification d'un individu. Cependant, mon intime conviction est que ces malfrats bénéficient largement de complicités au sein de la population. Sinon comment comprendre un certain nombre de choses. Personne ne peut venir de si loin et connaître le moindre fait et geste des habitants, encore moins maîtriser la moindre ruelle du quartier.

A présent, nous nous remettons au chef de l'Etat qui a toujours été auprès de ses populations. Nous lui faisons entièrement confiance. ■

EDUCATION. Ce programme vise épanouir les élèves.

La Sabc promeut le ciné scolaire



Visite du stand partenaire.

Par Alkali

Fidèle à son engagement citoyen en faveur de la promotion de l'excellence en milieu scolaire, le groupe Sabc vient de mettre en place un programme éducatif qui vient compléter ses actions citoyennes dans le domaine de l'éducation. Un programme intitulé : Ciné Scolaire, Mais Ciné Scolaire est la continuation d'un vaste programme qui lie le groupe Sabc et le milieu éducatif camerounais depuis 70 ans. Avec la collaboration de l'institut français du Cameroun (IFC)

et à travers ces activités, le leader Agro-industriel offre un moment d'épanouissement et de culture aux jeunes, en partageant avec eux, ses valeurs de performance, responsabilité, intégrité, loyauté, professionnalisme, innovation. Dans ce partenariat, le choix de l'établissement reste en lien avec les critères établis par l'office du baccalauréat. Ici, l'accent est toutefois mis sur les établissements qui n'y figurent pas et la proximité de l'établissement avec le lieu de l'évènement. Les élèves, accompagnés de leurs encadreurs sont invités à voir



L'heure de la compression des bouteilles.

un film éducatif. Les aventures de Dodi, la tortue de Michèle Billong et Ralph 2.0 d'Alexandre Astier pour les tout-petits ; Yao de Omar Sy et Philippe Godeau pour les lycéens et collégiens. Le but de ces activités est de promouvoir les valeurs et comportements sains chez ceux-ci.

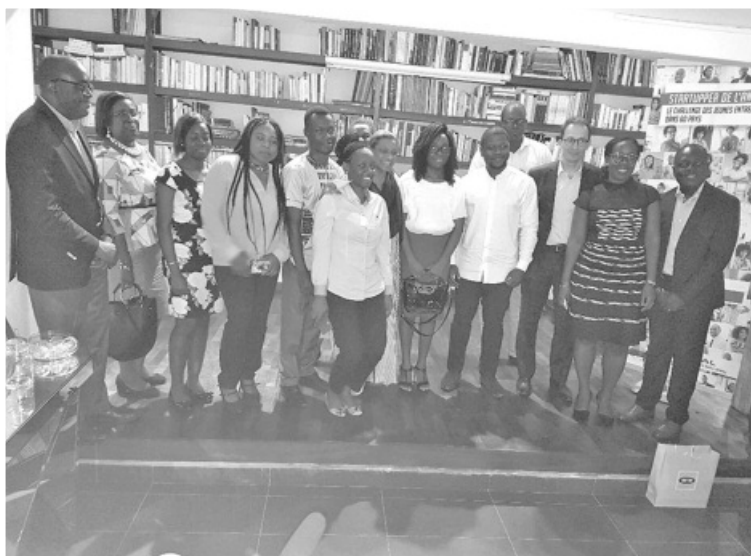
A travers ce programme qui a démarré à Douala du 6 au 13 février 2019 et qui s'est poursuivi à Yaoundé les 19 et 20 février, le groupe Sabc sensibilise les jeunes aux bonnes manières et à la protection de l'environnement par la com-

pression des bouteilles avant collecte. Un geste Eco-citoyen qui va énormément contribuer au désengorgement des drains.

« Notre partenaire Namé Recycling est en train de mettre en place un programme de collecte des bouteilles en PET auprès des ménages, pour élargir sa zone de collecte et faire un recyclage plus large », a expliqué Vanessa Nana, Chef Service RSE. Ce programme qui va s'étendre dans d'autres villes est très apprécié. « Ce que le Groupe Sabc fait est une action vraiment citoyenne. Avec cette compression des bouteilles et la collecte par son partenaire qui les recycle, nous aurons de moins en moins de bouteilles dans les drains et ce sont les populations qui seront heureuses. Fini les inondations. Un seul mot : continuez ! » s'est réjoui Mme Assomo, enseignante. ■

ENTREPRENEURIAT. Tous ont proposé des sujets liés au recyclage.

La «Startuper of the year» sélectionne trois gagnants



Les récipiendaires et le staff.

Par Alkali

La deuxième du concours Staruper of the year initié par Total Cameroun a livré ses résultats la semaine dernière. Une quinzaine de candidats soigneusement observés étaient en final. Et à la fin, il y a eu trois gagnants. Sur les marches, Frédéric Belibi et Benjamin Belibi, des jumeaux. « Nous faisons dans le recyclage et la revalorisation pneumatique usager, non utilisable en vêtements sportifs. Ça veut dire quoi concrètement ? Nous collectons et valorisons le pneu. Nous prenons une matière première et à partir d'elle, nous fabriquons

des vêtements multisports, on peut faire du basket, du foot, du hall, du tennis, l'idée c'est de créer un maximum de proximité dans les quartiers et Dieu seul sait que le sport est un facteur d'intégration très fort et en ce moment notre pays a vraiment besoin de cohésion sociale », explique Benjamin Belibi, l'un des co-fondateurs.

Avoir une idée originale pour créer une startup, cela peut se puiser par tout, y compris dans un domaine qui pourrait être regardé avec dédain. Les ordures. Pourtant c'est par là qu'est allée piocher une lauréate, ce qui lui vaut désormais de rêver encore plus grand.

« Mon projet consiste à mettre en réseau tous les acteurs de la gestion des déchets et optimiser la gestion des déchets au Cameroun. Nous développons des capteurs qui permettent de signaler en temps réel les collecteurs que c'est plein afin qu'ils puissent venir ramasser avant que les populations ne manifestent leur insatisfaction. De plus, au Cameroun, le recyclage se développe de plus en plus, nous voulons mettre en réseau ces personnes qui recyclent ces déchets avec les collecteurs à travers notre plateforme web pour qu'ils aient des déchets de bonne qualité afin de les valoriser plus tard », a expliqué Edwige Roseline Melingui Ayissi, une polytechnicienne de 24 ans, lauréate.

Fier, le jury a dit toute sa satisfaction. « L'impact social, l'innovation et la faisabilité, voilà les trois critères qui nous ont permis de tamiser les projets. Les délibérations n'ont pas été houleuses, absolument pas et sur deux jours. Il n'y a pas eu un jour plus difficile que l'autre. Cette année nous avons des femmes parmi les finalistes, les dossiers étaient tout aussi intéressants, et je pense que de plus en plus les candidats intègrent les critères de sélection. Nous avons six femmes », a dévoilé Samb Malong, présidente du jury. ■

ALIMENTATION. L'action a été menée par Nestlé Cameroun.

76 professionnels à l'école de la nutrition pédiatrique



Les heureux bénéficiaires.

Par Alkali

La santé des nourrissons et des petits enfants est délicate. Elle demande un doigté particulier pour que les produits consommés ne soient pas nocifs à ceux qui les consomment. Pour parer à tout risque, Nestlé Cameroun a formé de nombreux acteurs en charge de la ration pédiatrique. Les formations évoquées ont eu lieu à Yaoundé et Douala. « Ces symposiums viennent clôturer la formation de 76 professionnels de la santé camerounaise au programme postuniversitaire en nutrition pédiatrique au sein de la prestigieuse école de médecine de l'université de Boston, aux Etats Unis. C'est en présence du Pr. David Chelo Secrétaire général de la Société camerounaise de pédiatrie (Socaped), du Pr. Claude Tchouankeu, doyen de la faculté des Sciences de l'université de Yaoundé I et du Pr. Tetanye Ekoe, doyen honoraire de la faculté de médecine et des sciences biomédicales de l'université de Yaoundé I et deuxième président d'honneur

de la Socaped, que les récipiendaires ont reçu leurs diplômes de fin de formation », a-t-on appris d'une note d'information parvenue à la rédaction.

Sous le thème : « Nutrition dans les premières années de vie et santé à long terme », les symposiums de Douala et de Yaoundé, ont eu pour articulation majeure, deux enseignements issus du curriculum de l'école de médecine de l'université de Boston intitulés : établissement d'habitudes alimentaires saines et éducation en nutrition. « J'ai eu le privilège de participer à ce programme et j'ai beaucoup apprécié le côté bilingue de la formation et la clarté des diapositives. Ce qui m'a le plus marqué, c'est la notion des 1000 premiers jours et la nutrition précoce. Je ferai désormais plus d'attention dans la qualité de l'alimentation des enfants pendant cette période car les carences nutritionnelles peuvent impacter gravement la croissance d'un enfant, celle de sa famille et de toute la société », a déclaré le Dr. Fabiola Ngaba, 3ème année de pédiatrie. ■

SÉCURITÉ. Cette innovation est entrée en vigueur lors des derniers examens.

Les examens psychologiques introduits dans les recrutements de l'armée

Par Vladimir Martin

Les recrues camerounaises engagées les forces de défense ne s'y attendaient pas. Grande fut leur surprise de se retrouver devant un psychologue clinicien pour un examen psychologique approfondi. C'est une innovation impulsée par la direction de la santé militaire. L'initiative vise à détecter les meilleures aptitudes dans les rangs des différentes composantes des armées camerounaises. Selon Guy-Bertrand Ovambé Mbarga, l'un des psychologues cliniciens en service à la Direction de la santé militaire, il s'agit d'une épreuve de prévention qui permet de recruter les soldats dans les normes. «*Le recrutement dans plusieurs armées modernes prend nécessairement en compte l'évaluation psychologique des candidats. L'aptitude psychologique s'avère donc de plus en plus être une condition sine qua non à l'intégration dans les forces de défense*», explique-t-il. Un constat qui montre bien que l'armée camerounaise est entrée dans une phase de modernisation qui va en droite ligne avec le concept «*Armée-Nation*» cher au président Paul Biya.

Pour mémoire, lors de ses différentes adresses à la nation, le Chef de l'Etat n'a eu de cesse d'en appeler à la modernisation



Une recrue en pleine séance d'examen psychologique.

de nos forces de défenses gages d'une prospérité tant recherchée. Lors de son discours de célébration du cinquantenaire de l'armée camerounaise à Bamenda les 8 et 9 décembre 2010, le président Biya précisait encore au sujet de l'armée que des mesures engagées dans la réforme de 2001 allaient s'accroître. «*L'importante mesure que j'ai entreprise en 2001 vise à moderniser et à accroître l'efficacité opérationnelle de nos forces de défenses. Comme je m'y étais engagé, cette réforme est appelée à se poursuivre, avec comme axes majeurs le rajeunissement et la professionnalisation des effectifs, la modernisation et l'amélioration du cadre de vie des personnels militaires*», avant d'ajouter «*vous devez veiller au*

respect scrupuleux des valeurs qui gouvernent le métier des armes : le loyalisme sans faille aux institutions républicaines, la discipline et la rectitude morale et intellectuelle ». Une précision qui justifie bien ce revirement des forces de défenses qui sont entrée dans une phase ultime de professionnalisation et d'efficacité par le canal d'un prérequis conjoint. Une aptitude psychologique préventive dès l'entrée et durant la carrière.

Pour faits, on se souvient encore de ces soldats psychologiquement atteints qui sans hésitation aucune ont ouvert le feu sur leurs camarades ou sur des officiers. Ce fut le cas à la compagnie de gendarmerie de Kousséri dans le Logone et Chari lorsqu'une jeune recrue

prise du «*syndrome de la gâchette facile*» a abattu un capitaine et des jeunes gendarmettes. Le même cas de figure s'était fait ressentir à Mora dans le Mayo Sava ou un autre militaire avait abattu un Chef de Bataillon avant de se donner la mort. Alors que la nation s'en étonnait encore de cette recrudescence à tirer sur les siens, un jeune gendarme avait confirmé les faits en abattant de sang-froid sa camarade à Douala. Dans le même ordre de fait, une vidéo virulente qui mettait en scène un groupe de soldats qui abattait de sang-froid des enfants et des femmes sans défense avait fait le buzz sur les réseaux sociaux. Des actes qui démontrent à suffisance que certains soldats sont psychologiquement instables. D'où la nécessité de faire un tri à la base pour prévenir de telle défaillances que plaignent de nombreux officiers. «*C'est devenu assez compliqué de donner des instructions aux soldats, de les punir quand il se doit parce qu'ils peuvent tourner et revenir avec une arme au point et décharger sur nous ou sur leurs camarades. Une tomate pourrie suffit à faire pourrir le panier. De plus nous constatons de plus en plus une addiction aux excitants chez certains militaires. C'est donc une bonne chose qu'il y'ait désormais des tests psycho-cl-*

niques à l'entrée des forces armées. Ça permettra de faire le tri et d'éviter d'avoir des malades mentaux dans les rangs», constate un officier qui a requis l'anonymat.

Une attente de longue date qui dorénavant a trouvé réponse. Sur le fait, les tests psychologiques sont pour l'instant de deux ordres. Le test de l'Arbre qui donne le profil psychologique du candidat dans ses sphères affective, sociale et intellectuelle. Dans celui-ci, il s'agit de «*repérer les individus désocialisés, ceux au développement intellectuel perturbé, et ceux au débordement émotionnel qui se révèlent souvent plus tard par le syndrome de la gâchette facile*», précise Ovambé Mbarga. Le second examen est le test de Rorschach qui évalue sa prédisposition aux troubles mentaux. Il permet de repérer les individus qui face à la pression des exigences et contraintes du métier des armes vont décompenser et développer des maladies mentales. A long terme, ces examens psychologiques visent tous les éléments de la grande muette qui ont fait vœu de se sacrifier à la nation. «*Rien ne vaut l'honneur de servir sous les drapeaux pour la défense de la patrie*», déclarait Paul Biya lors du cinquantenaire de l'armée à Bamenda en décembre 2010 à Bamenda. ■

MAROUA. L'équipe onusienne va aussi se rendre au Niger et au Nigeria pour la même cause.

Des émissaires des Nations Unies chez le gouverneur pour parler de Boko Haram

Par V.M

Cette «*visite entre dans le cadre de la résolution 2349 qui demande au Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale de soutenir les gouvernements dans le cadre de la lutte contre le phénomène Boko haram. Egalement soutenir les organisations régionales pour adresser aux Nations unies toutes les questions liées à la violence de Boko Haram qui continue à affecter la stabilité et la paix dans la sous-région. Nous avons commencé notre visite par le Tchad la semaine dernière et cette semaine nous sommes au Cameroun ensuite nous irons au Niger et au Nigeria*», a précisé Monique Etta, conseiller politique au Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (Unowas) lors de sa sortie de l'audience à elle accordée par Midjiyawa Bakari, gouverneur de la région de l'Extrême-nord vendredi dernier. L'émissaire des nations unies était accompagné dans le cadre de cette visite par les Colonels Basile Niamkey et Youssouf respectivement

conseiller spécial militaire de l'Unowas et conseiller militaire du bureau des nations unies pour l'Afrique centrale.

Sur la forme diplomatique et technique, il s'agissait pour l'équipe onusienne d'apporter un message de soutien aux autorités camerounaises mais également de s'imprégner de l'évolution de quelques situations spécifiques inscrites dans l'agenda des Nations unies en ce qui concerne l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. «*C'est en fait pour faire une évaluation de la situation sur le terrain en ce qui concerne les aspects sécuritaires, humanitaires, les droits de l'homme et aussi les aspects liés au genre*», précise Monique Etta. Une mission qui a débutée au Tchad et devra se poursuivre vers le Niger et le Nigeria avec en ligne de mire la visite annoncée des Représentants spéciaux des Nations unies en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest dans les jours à venir. «*Après cette visite sur le terrain le représentant spécial des Nations Unies au Cameroun et l'ambassadeur spécial vont se rendre dans les quatre pays affectés par*



La photo de famille.

la situation Boko Haram», a-t-elle laissé entendre.

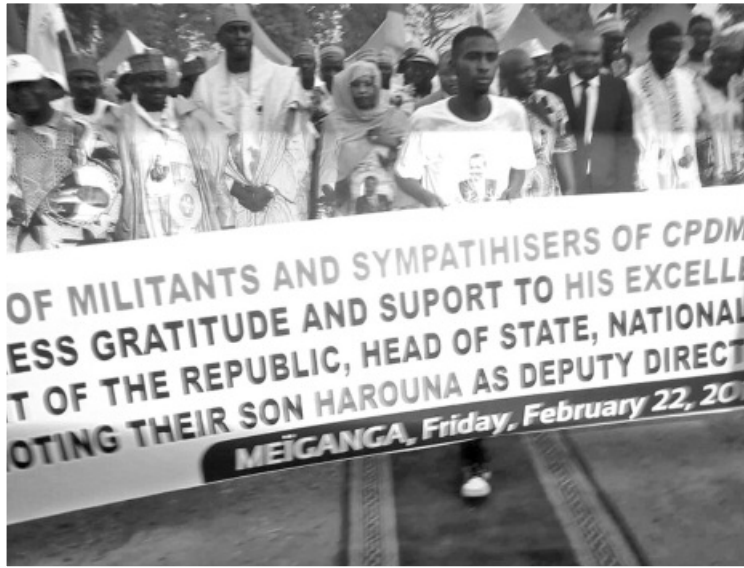
Au bout de cette visite éclair, l'émissaire des Nations Unies n'a pas manqué de donner son appréciation au regard de la conjoncture actuelle. «*Je pense qu'il y'a beaucoup de pro-*

grès qui se fait et après cette mission nous allons faire un rapport qui va aussi être présenté au gouvernement camerounais qui va inclure tous les aspects que nous avons constaté sur le terrain», a-t-elle déclaré en fin de visite en présence du

gouverneur Midjiyawa Bakari. Lutter contre Boko Haram c'est également les opérations de terrain rythmées par un fort détachement des troupes tchadiennes en direction du Nigeria pour des actions moins diplomatiques. ■

ADAMAOUA. La nomination d'Harouna célébrée le 22 février dernier, donne plus d'espoirs aux jeunes de la région.

Le Mbéré aux anges depuis la nomination du DGA de l'Enam



Par Bertrand Ayissi

Le caractère rassembleur qu'on a toujours reconnu à sieur Harouna, a atteint son point d'orgue le 22 février dernier à Meiganga. Il avait toujours marqué de sa présence constante et remarquable toutes les grandes manifestations politiques du Mbéré et même de l'Adamaoua, il n'était alors que président de l'Ojrdc dans le Mbéré centre et vice-président national de l'Ojrdc. Mais depuis

que cet administrateur civil issu de la promotion 2009-2011 baptisée «Cinquantenaire», chargé d'études assistant au ministère des Marchés publics à Yaoundé, a été nommé directeur général adjoint de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) le 14 décembre 2018, la jeunesse du Mbéré et de l'Adamaoua est aux anges. «Il a toujours été présent lors des rendez-vous politiques à Meiganga. En tant qu'Haoussa de Meiganga, il est le premier

militant du Rdpc dans sa famille. De fait, son père représentait toujours l'UPC dans le département du Mbéré, et a donné du fil à retordre au Rdpc. Harouna, lui, a toujours milité de manière très engagée dans le Rdpc, incitant les jeunes du Mbéré à s'intéresser à la politique», témoigne un haut cadre du Rdpc dans le Mbéré.

Les jeunes par qui il a souvent été «porté» lors des grandes rencontres du Rdpc dans l'Adamaoua, pour ses prises de

parole, n'ont donc pas manqué de fortement se mobiliser le 20 février dernier lorsque Harouna a fait son entrée à Meiganga, cette fois en tant que DGA de l'Enam. Aux côtés des caciques du Rdpc et de l'Undp dans l'Adamaoua, des élites diverses, des autorités administratives et traditionnelles de la région, les populations, les jeunes surtout, ont donc célébré leur fils et frère promu, le 22 février dernier à Meiganga. «Le Mbéré sait que Paul Biya n'est pas indifférent à

son militantisme ardent des premières heures depuis l'avènement du Rdpc. Paul Biya s'est souvenu que la jeunesse du Mbéré est bien à ses côtés, fidèle parmi les fidèles. Le silence s'est transformé en une explosion de joie, les langues commencent à se délier pour remercier Paul Biya. Les fils du Mbéré se faisaient chahuter par des élites des autres départements de la République. En effet, d'aucuns trouvaient stérile notre engagement dans le Rdpc. Et très souvent, nous étions tentés de leur donner raison. Après chaque élection, le Mbéré s'est toujours illustré par un vote massif en faveur du Rdpc», a déclaré Oumarou Issama, porte-parole des présidents de sections Rdpc du Mbéré, président de section Rdpc Mbéré Est et maire de Djohong.

LE MBÉRÉ EN REDEMANDE

Et de poursuivre : «Les fils et filles de ce département attendaient dans leur silence légendaire, le retour de l'ascenseur, la nomination de l'un d'eux à un poste ministériel. Hélas ! Mille fois hélas ! Notre département ne bénéficiait des retombées électorales. Mais le Mbéré ne s'en plaignait jamais, attendant patiemment son heure. Aujourd'hui, avec la nomination de notre frère Harouna, nous croyons fermement que cette heure a sonné». Mais la nomination de ce fils du Mbéré, ne devrait ouvrir la voie à quelque favoritisme. «Nous savons tous combien la gestion de l'Enam, qui est une grande école d'élites administratives, est délicate. A cet effet, enlevons de l'esprit qu'Harouna est devenu le tremplin pour nos enfants d'accéder à l'Enam. Et s'il devait être ce tremplin, et bien, qu'il le soit pour nos enfants méritants et facilement défendables si d'aventure, il lui était permis de le faire. Ne vouons donc pas Harouna aux gémonies», a prévenu Oumarou Issama.

Le Mbéré, en tout cas, a tenu à réaffirmer son attachement constant au président de la République pour la nomination de Harouna qui est un «jeune militant enthousiaste, engagé, humble, affable et respectueux de la hiérarchie. Jeune fonctionnaire toujours prêt à intervenir en faveur des jeunes en quête d'un emploi ou en difficulté dans les études». Le DGA de l'Enam, né le 31 janvier 1978 à Meiganga, a donc eu pour recommandation de ne pas décevoir cette jeunesse dont il est devenu le repère. Et au même titre que ces jeunes qui attendent aussi de saisir les grandes opportunités, c'est le Mbéré tout entier qui a exprimé, par la voix du lamido-sénateur de Meiganga, Issa Sabo, le souhait de voir un plus grand nombre de ses filles et fils à des postes de responsabilité de plus haute facture dans la République. ■

Harouna, directeur général adjoint de l'Enam.

«Je n'ai pas changé, je ne changerai pas»



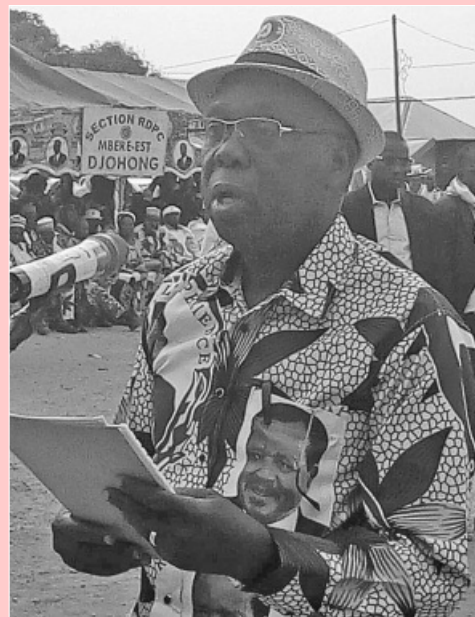
En me nommant le 14 décembre 2018 comme directeur général adjoint de l'Enam, le président Paul Biya a respecté la parole donnée et ses engagements envers la jeunesse. En vérité, cet acte vient simplement s'ajouter à ceux enregistrés il y a quelques années dans le Mbéré. Je pense, de manière non exhaustive, à la nomination de monsieur Koulagna Koutou Denis au poste de directeur général de la Sodepa, la nomination de monsieur Yongwe Joseph au poste de secrétaire général du Minfof, la nomination de monsieur Hamidou Saïdou comme directeur administrateur de la Caisse de développement de l'Élevage pour le Nord, la nomination de monsieur Hamadou Abbo comme directeur des affaires générales

du ministère du Tourisme et de Loisirs, la nomination de monsieur Haman Abbo Roger comme directeur des services locaux au Mindevel, la nomination des sieurs Assana Mathias, Belinga Denis, Issiakou Salihou, Mbarbe Paul, Hamadou Djiba Patrick, Oumarou Jean Paul comme délégués régionaux, la nomination de madame Christine Barya Ndao comme déléguée régionale, la nomination du Pr Doka Serge comme vice-recteur de l'université de Ngaoundéré, la nomination de madame Maimouna Moussa épouse Tadjombé, Balla Souaibou, Koulagna Pierre comme sous-préfets... j'invite mes camarades jeunes à garder espoir, à avoir confiance au système. Mon exemple est une illustration de ce que ça peut arriver à chacun d'entre nous et à tout moment. Le président s'y est engagé une fois de plus, le 10 février dernier lors de son discours à la jeunesse. Pour ma part, je peux garantir mes compères d'une chose : je vais rester le petit militant toujours habillé en habit du parti. C'est pour dire que je n'ai pas changé et je ne changerai pas. ■

Théophile Baoro, vice-président de l'Assemblée nationale, porte-parole des élites du Mbéré.

«Harouna et Serge Doka sont des âmes bien nées»

Lors de son discours de prestation de serment pour l'entrée solennel dans le septennat des grandes opportunités, le président de la République, Son Excellence Paul Biya, s'était engagé à responsabiliser les jeunes dans la conduite des affaires de la République. Nous étions alors bien loin de nous imaginer que la parole présidentielle s'adressait directement à la jeunesse du département du Mbéré. Et pourtant, joignant le geste à la parole, le président à peine entré en fonction, a pris des décisions qui placent des jeunes non seulement au niveau de l'appareil gouvernemental, mais à celui des grandes structures publiques et parapubliques. C'est ainsi que dans le train des pionniers dont la valeur n'attend point le nombre des années, le département du Mbéré se verra honoré à travers la haute confiance faite à monsieur Harouna, promu à la direction générale de l'Enam, aux fonctions de directeur général adjoint... Hier, c'était l'agrégé de physiques, le professeur titulaire des universités, Serge



Doka, qui, à 38 ans, était le premier directeur adjoint de l'école normale supérieure de Maroua ; et à 41, vice-recteur de l'université de Ngaoundéré. Aujourd'hui, c'est Harouna, 40 ans, qui est nommé directeur général adjoint de l'Enam. C'est la preuve patente qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. Le président de la République vient de tendre la perche aux jeunes et à ceux du Mbéré en particulier. Je lance donc un appel solennel aux garçons et filles, parents et jeunes en âge scolaire du Mbéré : il faut aller à l'école. Aucun alibi ne peut et ne doit être évoqué. ■

MAROUA. Les voleurs usent de toutes les stratégies pour les dérober.

Une vingtaine des motocycles volés par semaine

Par Abali Abdou (stagiaire)

«J'étais au travail et je me suis rendu compte que j'avais oublié un document très important à la maison. Aussitôt j'ai pris m'a moto pour rentrer récupérer le document. A mon arrivée, j'ai garé ma moto juste à l'entrée de chez moi. Je suis entré, je n'ai même pas fait plus de 5 minutes je suis ressorti et ma moto avait disparu», témoigne désespérément Alirou Gandhi, âgé de 34 ans et employé dans une entreprise de téléphonie mobile de la place. Malgré les recherches engagées pour retrouver son engin à deux roues, il reste sans nouvelle de la destination qu'a prise sa motocyclette. Jusqu'aujourd'hui, il n'en revient pas et garde l'espoir de retrouver un jour sa motocyclette. «Je suis vraiment touché, ma moto me permettait de faire mes courses, d'aller au village chaque week-end pour passer un peu du temps avec la famille. Je suis maintenant dépassé, je ne sais quoi faire», tempête Alirou Gandhi. Comme ce trentenaire, plusieurs autres habitants de la ville de Maroua ont subi le coup de vol de leurs motos. Depuis au moins deux mois, les propriétaires des motocyclettes ne dorment que d'un seul œil de peur d'être dépossédés de leurs engins. En effet, il ne se passe plus une journée sans qu'on signale des cas de vol des motocyclettes dans la ville de



Des motos. Très prisées par les voleurs.

Maroua. Selon Moussandi président du Syndicat national des mototaximen (Synamotax) antenne régionale de l'Extrême-Nord, plusieurs cas de vol de motocyclettes sont signalés. Des mototaximen sont régulièrement victimes d'agressions et plusieurs y ont été tués. «Dans notre secteur les cas annoncés s'élèvent souvent de 2 à 4 vols de moto par jour. Si on fait le bilan par semaine, c'est une vingtaine des motos qui partent comme ça et c'est presque 2 à 3 vies humaines en perte», regrette-t-il.

Au campus de l'université, dans les établissements scolaires, devant les bureaux administratifs, et même dans les lieux de culte, la cote d'alerte de vol des motos est atteinte.

Nonobstant le dispositif de surveillance mis en place, des personnes sans foi ni loi arrivent à passer entre les mailles des forces de sécurité. Les personnes qui se sont spécialisées dans cette sale besogne sont aux aguets et profitent de la moindre inattention des propriétaires des motos pour les dérober. Ils usent de toutes les stratégies pour commettre leur forfait. Leur mode opératoire est à quelques exceptions près le même que ce soit la nuit ou en journée. Selon plusieurs témoignages, les spécialistes de vol des motos utilisent généralement des clefs dites «passe partout» capables de démarrer tout type d'engin. «C'est un business bien organisé. Les engins qu'on vole ici à

Maroua sont envoyés dans d'autres villes comme Guider, Garoua et bien d'autres localités. Et à l'inverse ceux volés dans cette ville sont revendus ici. Y'a également la méthode de rechange. Elle consiste à rechanger complètement les pièces de la moto et même sa peinture de sorte qu'elle ne puisse pas être reconnue par son propriétaire une fois qu'elle sera sur le marché noir. A la fin c'est la même moto volée mais qui a une autre apparence, une autre allure», explique Zakariou Bouba, commerçant au marché central de Maroua, avant de faire observer que «ces voleurs font preuve d'une ingéniosité indescriptible qui les permet d'échapper à tout contrôle. Ils sont là aux aguets et parmi nous sans qu'on ne les identifie.

Même si les forces de sécurité ont réussi à mettre la main sur certains brigands, toutefois le vol des motos se poursuit dans la ville de Maroua au grand dam des victimes. «Moi personnellement en tant que citoyen, je veux qu'il y'ai une sécurité totale, même si on n'arrive pas à éradiquer cela totalement. Il faut que les autorités mettent sur pied une équipe en collaboration avec les populations pour dénoncer et arrêter ces voleurs qui sont parmi nous ; par ce que c'est regrettable que non seulement on te vole ton engin mais parfois on te tue en même temps», explique un habitant de Maroua qui souhaite garder l'anonymat. ■

GAROUA-DJAMBOUTOU. Elle se trouvait dans une usine qui a été démantelée.

Une cargaison de vinaigre de 50 millions de FCfa saisie

Par Innocent-Blaise Youda

Une saisie importante de produits de consommation a été opérée ce 21 février 2019 à Garoua au quartier Djamboutou. L'opération qui était menée par les éléments de la légion de gendarmerie du Nord, en présence du procureur de la République près les tribunaux de Garoua, a permis selon nos sources, de saisir des cargaisons de vinaigre et d'huile de table de contrefaçon et de mettre aux arrêts le nommé Odilon Négou. «Nous avons l'information depuis plusieurs semaines, mais il fallait s'assurer que nous allons prendre les suspects la main dans le sac. Il s'agit en fait d'un monsieur qui a décidé de transformer une partie de son domicile en usine de fabrication des produits de grande consommation. Les quantités saisies sont très importantes et nous avons pu, au terme de nos enquêtes, constater que ces produits alimentaient la plupart des grands marchés du Grand-Nord», explique une source proche de l'enquête. Selon les premiers éléments recueillis sur le terrain, l'opérateur économique bien connu à Djamboutou sous le pseudonyme de "Odi-Pépe" produisait, sans autorisation et de façon illicite, une

quantité importante de produits de consommation dans son domicile transformé pour la circonstance en usine.

Sur les lieux, au moment de la descente des éléments de la Gendarmerie, cinq autres personnes, présentées comme des employés de ladite usine ont également été interpellés. Les cargaisons saisies et transportées dans des camions de gendarmerie ont été évaluées à plus de 50 millions de nos francs. «C'est une activité qui ne date pas d'aujourd'hui et en terme de marché, le promoteur de cette usine contrôlait une bonne partie des marchés notamment dans les régions rurales du Grand-Nord et même dans les grand marché. La justice estime qu'il travaille dans le noir, ce qui a été observé aussi, c'est que les étiquettes des produits qui sont bien fabriqués surplace présente des fausses informations, on peut par exemple que le vinaigre est fabriqué à Douala, on a retrouvé des bouteilles d'huile avec les étiquettes Diamaor, et la présentation de ces produits ne montrait pas à priori que ce sont des faux produits», souligne un proche du dossier.

Selon les informations proches de la justice, Odilon Négou ne serait pas à ses pre-



Bouteilles de vinaigres saisies.

miers antécédents avec la justice à propos de la fabrication illicite des produits de consommation. Une source proche de son ancien conseil juridique nous révèle effectivement qu'au début des années 2000, courant 2004-2005, il avait été arrêté et condamné à purger une peine de prison pour fabrication illicite des produits de consommation, faux et usage de faux. La même source nous souligne que moins d'un an après cette condamnation, la décision sera annulée par la Cour d'Appel du Nord. «Beaucoup de personnes

savaient qu'il pratiquait cette activité. Mais comme il avait déjà été condamné une première fois et avait réussi à se faire libérer malgré toutes les preuves et les charges retenues contre lui, les gens ont fini par se dire que comme il est très puissant tant qu'à se taire et le regarder faire. J'ai moi-même été surpris par le dispositif qui est descendu sur le terrain pour le mettre aux arrêts, ici, nous le pensions intouchable. On attend de voir la suite des événements», indique un voisin du domicile de Négou Odilon. ■

GAROUA.

Deux voleurs de moteurs mis aux arrêts

Par I-B.Y

Deux individus à bord d'une moto ont été mis aux arrêts dans la nuit de jeudi 21 février à vendredi 22 février dernier au quartier Nigériaré à Garoua. Les deux individus dont l'identité ne nous a pas été révélée, âgés tous d'environ 30 ans, s'en sont pris violemment au jeune Djafarou Seidou, âgé de 32 ans à qui ils essayaient d'arracher sa moto à coups de machette. La victime après avoir reçu deux coups de machette au niveau de la joue gauche et au bras droit, n'aura la vie sauve que grâce à l'intervention des vigiles postés dans le quartier et qui suivaient la scène à distance. Ils vont réussir en tenant respect les deux malfaiteurs jusqu'à l'arrivée des éléments du Groupement mobile d'intervention (Gmi) du Nord.

Selon des informations des sources policières, les malfaiteurs ne sont pas à leurs premiers coups. «On nous avait déjà donné le signalement de ces malfaiteurs. Ils ne sont pas à leurs premiers coups. Leur spécialité c'est de suivre les gens qui roulent à bord des motos et qui se dirigent surtout dans les quartiers calmes où on se couche tôt pour opérer. La scène de Nigériaré s'est déroulée aux environs de minuit, à cette heure, il est difficile de trouver des gens qui traînent dans la rue. Ces malfaiteurs savent bien que s'ils mettent la main sur vous surtout que vous êtes seul, eux ils sont à deux et armés, généralement, ils recherchent des proies faciles, comme les jeunes et les femmes et ils cible particulièrement les motos «dames» qui sont plus faciles à revendre dans le marché noir et de démonter pour revendre en pièces détachées», explique un élément du Groupement mobile d'intervention. ■

TCHEBOA.

Le Lamido fait emprisonner un chef de village

Par Abdoukarim Hamadou

Moussa Aboubakary, lamido de Tchéboa dans le département de la Bénoué, a fait mettre en cellule dans la journée du 12 février 2019, le chef traditionnel du 3ème degré de Koné, une petite bourgade de quelques 2000 habitants située entre les localités de Boumedje Mabto et Mafa-Tcheboa. S'il a recouvré la liberté le même jour, il la doit à l'intervention des autorités administratives locales. «J'ignore les raisons qui ont motivées le lamido à se comporter de la sorte. Nous avons interpellé des voleurs de bétails. Et nous les avons amenés au lamidat. Curieusement, au lieu d'être remercié, il a exigé de nous, une somme de 10.000 FCfa. Ce à quoi je me suis opposé. Je crois que c'est l'origine du problème. Voilà d'où est partie ma mésaventure», explique la victime, Sali Abbo.

Contacté, le lamidat rejette catégoriquement cette version des faits. «Le chef du village a porté des accusations graves contre d'honnêtes citoyens. Parce qu'il n'a pu apporter les preuves de ces allégations. Sa Majesté a voulu le sanctionner pour cette calomnie», explique un notable du lamidat de Tchéboa. Si les versions sur l'incident sont contradictoires, il reste constant que les relations entre les deux chefs traditionnels ont pris un sérieux coup de froid depuis la signature d'un arrêté préfectoral, signé en 2011 et désignant Sali Abbo, chef traditionnel de 3ème degré de Kone. Et en 2015, le Lamido de Tchéboa avait été condamné à deux ans de prison ferme pour maltraitance sur un paysan. ■



CCILE

CAMPAGNE CITOYENNE D'INSCRIPTION
SUR LES LISTES ÉLECTORALES

LA CARTE D'ÉLECTEUR, UN TRÉSOR CITOYEN

Inscris-toi très vite !

SEPTENTRION. Dans les établissements scolaires, leurs enseignements se font sans matériel didactique.

Les petits pas des langues maternelles

Par Nadine Ndjomo

Le 21 février dernier, le monde a célébré la journée mondiale de la langue maternelle. Et le thème choisi pour cette édition était : «*les langues autochtones, ça compte pour le développement, la construction de la paix et la réconciliation*». Un thème profond, qui sied avec le climat social actuel du Cameroun. Avec l'introduction de l'enseignement des langues maternelles dans le système éducatif camerounais, les établissements scolaires en ont profité pour célébrer cette journée, en faisant le point des différentes langues maternelles enseignées aux élèves ; la manière dont ces enseignements sont déroulés, les tares à combler. Sauf que dans certains établissements scolaires du Grand-Nord, l'enseignement des langues maternelles n'a pas encore commencé.

C'est le cas des écoles situées dans le département du Mayo-Danay. «*Au lycée bilingue de Kartoua, les langues maternelles ne sont pas encore enseignées. Et c'est le cas dans tout le département. J'ai appris que dans d'autres établissements de la région, certaines langues locales sont dispensées, mais chez nous, ce n'est pas encore le cas*», déclare Bayeguet, enseignant d'histoire géographie au lycée bilingue de Kartoua, région de l'Extrême-Nord. De plus, ajoute-t-il : «*chaque fois que nous abordons ce sujet entre collègues, cela crée toujours des tensions. Car d'aucuns pensent que l'idée d'enseigner aux autres nos cultures et vice-versa,*



L'apprentissage commence chez nous.

n'est pas mauvaise en soi, et d'autres pensent plus sur la difficulté du choix à opérer sur la langue ou des langues à enseigner et le repli identitaire que certains érudits autochtones promeuvent.

Et pourtant dans l'Adamaoua, la situation semble plus reluisante. C'est le cas du lycée classique et moderne de Ngaoundéré par exemple, où la plupart des langues maternelles originelles de cette région, y sont enseignées. C'est le cas du Dii, du Mboum, du Haoussa et du Ffuldé. D'après Mr Dogo, le proviseur du lycée classique et moderne de Ngaoundéré «*ces langues sont enseignées dans notre école depuis six ans. Les enseignants qui dispensent ces*

cours sont des vacataires qui sont recrutés et payés par l'école. Mais, ils sont chapeautés par un enseignant sorti de l'école normale supérieure (ENS) de Yaoundé. Ce dernier a été formé en langues et cultures nationales. C'est lui qui est donc chargé de donner les bases, les fondamentaux des langues aux élèves», informe le proviseur du lycée classique et moderne de Ngaoundéré.

OBJETS

Dans cet établissement, les fondamentaux des langues maternelles sont enseignés aux élèves des classes de 6ème et 5ème. «*A partir de la 4ème, les élèves font un choix, comme c'est le cas de l'allemand, l'es-*

pagnol, l'arabe. C'est chacun qui choisit la langue maternelle qu'il souhaite apprendre et s'y oriente. On n'oblige personne à apprendre une langue précise. Le choix est libre», appuie M. Dogo. Notée sur 20 comme les autres épreuves données aux élèves, l'épreuve de langue maternelle a pour coefficient deux. Pour le moment, il n'est pas encore proposé lors des examens de fin d'année. Mais l'année dernière, «*certain établissements ont proposé des épreuves zéro de certaines langues, pour jauger le niveau des élèves. Et les résultats ont été moyens*», confie-t-on à la délégation régionale des Enseignements secondaires de l'Adamaoua.

Enseignées de la 6ème en 2nd dans certains établissements secondaires de la région chateau d'eau, les langues maternelles sont à la réalité dispensées aux élèves, dès la maternelle. «*A ce niveau, comme les enfants apprennent encore à parler, certains commencent à bien former les mots, les phrases, nous profitons pour leur donner les prémices de certaines langues. Et dans notre cas, il s'agit du ffuldé, pour le moment bien sûr. Pour bien dispenser les cours, nous faisons des objets. On prononce le nom de l'objet en français et on le traduit en ffuldé, pour que l'enfant puisse comprendre. Et l'expérience a montré que chaque fois que nous procédons de la sorte, l'enfant retient immédiatement et ça reste*», explique Roukayatou Sabo, enseignante à l'école publique de Gadamabanga Djalingo.

Malgré cette pédagogie qui porte des fruits, les enseignants rencontrent des difficultés liées au manque de matériel didactique et au capital humain. «*Pour apprendre certaines leçons aux élèves, nous devons forcément avoir du matériel. Et sans matériel, nous ne pouvons rien. C'est difficile. De plus, il manque des enseignants spécialisés dans les langues maternelles. Pour nous qui sommes originaires des régions septentrionales, cela ne cause pas problème. Mais pour nos frères du Grand-Sud, c'est un peu difficile. Ils font toujours appel à l'un de nous lors des cours*», informe Roukayatou Sabo. ■

UNIVERSITÉ DE MAROUA. Ils ont reçu leurs agréments lors de la rentrée culturelle et sportive le 20 février dernier.

20 associations et clubs pour promouvoir la culture et le vivre-ensemble

Par Abali Abdou
(Stagiaire)

Chaque année, l'université de Maroua (UMa) consacre une journée au rayonnement des activités associatives, culturelles et sportives. Cette année, le rendez-vous a été respecté. Et c'est le stade N° 1 du campus de Kongola-Djoulgouf-Kodek qui a servi de cadre au lancement des activités sportives et culturelles. Un événement qui a drainé du beau monde constitué des étudiants, du personnel de l'université et des populations environnantes. Un moment d'engagement, de partage et de communion qui a permis aux étudiants d'exprimer leurs valeurs et talents à travers des prestations culturelles et sportives. Plusieurs ateliers socioculturels ont été mis en place par les étudiants pour promouvoir la culture camerounaise. L'art culinaire, les danses patrimoniales, les créations artistiques entre autres, ont constitué la plus la

grande attraction du public. Le Pr Idrissou Alioum, recteur de l'UMa qui a présidé la cérémonie de lancement, a appelé la communauté universitaire à s'impliquer davantage dans la vie associative. «*Le message que nous voudrions lancer, c'est celui qui est attaché à nos valeurs culturelles, artistiques mais également associatives. L'université de Maroua compte 20 associations et clubs qui se sont déployés véritablement aujourd'hui. Donc le message que nous lançons effectivement est un message de responsabilité, d'amitié, de vigilance mais également un message en rapport avec la performance dans tout ce que nous faisons*», a-t-il fait savoir aux étudiants.

L'éclat de cette rentrée culturelle et sportive a été également rehaussé par diverses attractions notamment la lutte traditionnelle, les matchs de football, handball, volleyball et l'athlétisme. Des activités qui, selon le recteur resserrent les liens



Photo de famille.

d'amitié, de solidarité et du vivre-ensemble entre les étudiants venus des horizons divers. Le Pr Gonné Bernard, Directeur du centre des œuvres universitaire (DCOU) quant à lui, a relevé dans son discours l'importance d'adhérer aux associations et clubs de l'université de

Maroua. «*ça permet de développer l'esprit de dialogue c'est-à-dire que les uns et les autres apprennent à vivre ensemble sans même se connaître c'est-à-dire nous sommes camerounais et les associations nous réunissent ; et ainsi on peut développer le multiculturalisme et la tolé-*

rance. C'est pour cela que nous avons voulu qu'à l'Université de Maroua, ces activités rayonnent» a-t-il expliqué.

Le recteur a aussi saisi cette occasion pour inviter les athlètes de l'université de Maroua à ménager leur monture pour la 22e édition des jeux universitaires prévus cette année à Dschang. «*Cette rentrée culturelle et sportive pourrait naturellement déboucher sur un certain nombre de lauriers. Je vous parle de la 22e édition des jeux universitaires. Nous sommes dans une forme de préparation* » a rappelé aux athlètes, le Pr Idrissou Alioum.

Des équipements ont été remis aux différentes associations culturelles et sportives pour susciter la compétitivité. La rentrée culturelle et sportive à l'université de Maroua s'est achevée par une cérémonie de prestation de serment par un collectif d'étudiants et la remise des agréments aux clubs et associations. ■

Guy-Bertrand Ovambe Mbarga, psychologue clinicien des Armées.

«Le contexte sécuritaire actuel exige de grandes capacités psychologiques aux soldats sollicités aux fronts»

**Interview réalisée par
Vladimir Martin**

Qu'est ce qui justifie l'introduction effective des examens psychologiques aux recrutements et concours des forces armées camerounaises ?

Nous pouvons donner trois principales raisons. La première est la volonté de professionnalisation et de modernisation de l'armée camerounaise prônée par le chef d'État, chef suprême des armées qui promeut le concept d'armée-nation. De nos jours, en dehors de l'aptitude physique évaluée par les examens médicaux et paramédicaux lors des recrutements il y'aura un nouvel élément. L'examen psychologique. Le recrutement dans plusieurs armées modernes prend nécessairement en compte l'évaluation psychologique des candidats. L'aptitude psychologique s'avère donc de plus en plus être une condition sine qua non à l'intégration dans les Forces de Défense. Ensuite, le contexte sécuritaire actuel au Cameroun exige de grandes capacités psychologiques aux soldats qui sont sollicités sur plusieurs fronts. Il leur faut donc une meilleure santé mentale, afin de ne pas facilement sombrer dans des troubles de comportement. Aussi, c'est pour contenir le risque d'un accroissement du nombre de militaires souffrant de troubles psychiques qui est significatif. En effet, dans toutes les armées du monde, les missions et opérations de guerre induisent toujours des souffrances psychologiques et psychiatriques. C'est donc cet ensemble d'indicateurs qui peut justifier la décision de la haute hiérarchie, soit l'engagement du Directeur de la santé militaire à proposer au Ministre chargé de la Défense la mise en place de l'évaluation psychologique des candidats aux recrutements et aux concours d'entrée dans les Forces Armées camerounaises.

Quels sont les tests psychologiques utilisés, en quoi consistent-ils précisément et quelles sont les catégories de soldats visées ?

La présente évaluation est constituée de deux examens psychologiques, notamment les tests projectifs. Il s'agit du test de l'arbre qui donne le profil psychologique du candidat dans ses sphères affective, sociale et intellectuelle. Il nous permet par exemple de repérer les individus désocialisés, ceux au développement intellectuel perturbé, et ceux au débordement émotionnel qui se révèlent souvent plus tard par « le syndrome de la gâchette facile ». Le candidat passe également par le test de Rorschach qui évalue sa prédisposition aux troubles mentaux. Il nous permet de repérer les individus qui face à la pression des exigences et

contraintes du métier des armes vont décompenser, c'est-à-dire développer des maladies mentales. Tous les candidats ont concerné.

Le suivi se fait-il également dans des centres d'instructions et les écoles de formation militaires ?

Pour le moment, ce n'est pas encore le cas. Mais c'est envisagé par le haut commandement qui prend désormais ce suivi psychologique des troupes très au sérieux. Il va de soi que petit à petit, ce suivi va s'étendre dans les multiples sphères de l'Armée.

Qu'en sera-t-il des soldats qui sont déjà opérationnels et qui parfois présentent des troubles psychologiques ?

Les soldats qui sont déjà opérationnels et qui présentent des troubles psychiques bénéficient de la prise en charge psychologique en cas de troubles avérés. Vous savez, l'armée camerounaise est une grande famille et nous avons un sens aigu du groupe qui fait en sorte que nous ne lâchons aucun des nôtres. Quel qu'en soit la zone où un soldat opérationnel est identifié pour un cas de trouble psychologique avéré, il est référé à l'Unité technique de psychologie de l'hôpital militaire de Région N1.

A ce jour combien de soldats ont déjà bénéficié des tests psychologiques ?

C'est assez difficile de donner le chiffre exact. Mais, le nombre est grand. Toutefois, ils devraient être plus nombreux que cela. Plusieurs d'entre eux n'ont pas encore connaissance de l'existence de Psychologues Cliniciens dans notre Armée. Voilà pourquoi, ces derniers temps nous amplifions la sensibilisation et la promotion. Comme exemple pratique, l'hôpital militaire de région N°1 a organisé en Décembre 2018 des journées de consultation et d'examen psychologiques gratuits. Et cela va certainement s'étendre dans d'autres Régions de Santé Militaire.

Quelles sont les troubles psychologiques détectés et quelles sont les solutions apportées ?

Il s'agit dans la plupart des cas du Syndrome de Stress Post-traumatique, des états dépressifs, des états anxieux, des toxicomanies et addictions, des troubles de la mémoire, et parfois des troubles psychotiques. Comme interventions psychologiques, en fonction du trouble, ces patients bénéficient des débriefings psychologiques, d'entretiens cliniques de soutien ; des séances de relaxation, de sophrologie, d'analyse, de psychoéducation, d'EMDR, de thérapies par résolution des problèmes, de théra-



pies cognitive-comportementales entre autres.

Qu'en est-il des soldats de retour de la guerre contre Boko Haram, des missions commandées dans des conflits internationaux ou ceux intervenants dans la crise en cours dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest qui ont vécus des atrocités indéniablement d'eux ?

Ils bénéficient à leur retour d'un sas de décompression psychologique. Son objectif principal est de favoriser un retour plus aisé des combattants dans leurs familles et dans leur vie socio-professionnelle en général. Cette décontamination psychologique permet en filigrane d'évacuer le stress engendré par la mission et de prévenir les troubles de stress opérationnels (TSO). Mais cela n'est pas encore systématique. La psychologie est en train de s'installer dans l'armée camerounaise. Ce qui est intéressant c'est le grand intérêt que la haute hiérarchie lui accorde. Par ailleurs, concernant les blessés de guerre (physiques et psychiques) en tant que clinicien-chercheur, je suis en pleine conception de deux programmes de Résilience Assistée en leur faveur. Un pour les militaires et l'autre pour leurs familles. Ces programmes leur permettront de rebondir après divers traumatismes et adversités.

Prenant en considération le fait que les missions de chaque composante des forces armées et de défenses sont différentes et spécifiques, est ce que les examens psychologiques seront adaptés à chaque composante ?

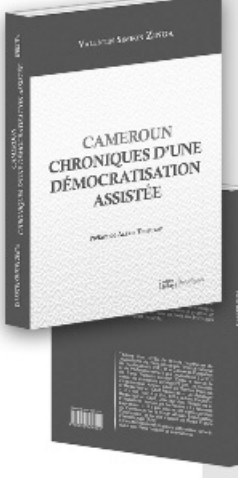
C'est une question très intéressante. En effet, on ne peut pas faire la même chose pour tout le monde parce que les objectifs

recrutement ?

Dorénavant il s'agit d'un objectif de professionnalisation plus poussée de l'armée camerounaise, une volonté manifeste de modernisation de notre armée qui s'accorde au rythme des nouvelles exigences liées aux missions des armées. Recruter les candidats psychologiquement aptes à faire face aux défis sécuritaires complexes actuels de l'armée camerounaise, une armée qui s'internationalise de plus en plus. Voyez-vous, je sors d'une mission d'un an aux Nations Unies en tant que psychologue clinicien du bataillon camerounais. Nous devons être à la pointe de l'innovation et conserver la belle image d'Armée sociale, humaniste et professionnelle. C'est celle que les troupes camerounaises représentent lors de ses participations dans les missions de maintien de la paix dans le monde. Qu'ils s'agissent de la gendarmerie nationale, des différentes composantes des Forces Armées, armée de l'air, armée de terre, marine nationale, corps des sapeurs pompier, ou des corps d'élite à l'instar de la garde présidentielle, du Bataillon d'intervention rapide (BIR), des forces spéciales, du bataillon terrestre aéroporté (Btap), du bataillon spécial amphibie (BSA), du groupement polyvalente de la gendarmerie nationale (Gpign) entre autre, nous avons le devoir de disposer d'éléments psychologiquement bien portant et apte aux différents défis. Un soldat psychologiquement apte et bien portant, c'est ça l'avenir de l'armée camerounaise. ■

Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée

de Valentin Siméon ZINGA



« Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée est un livre-témoignage qui transforme son époque en un objet de pensée pour en révéler les travers et les espérances. Il saisit subtilement les péripéties d'une démocratisation permanentement en transit dans une société vérolée par une corruption endémique. Il y a, dans ce livre, une étonnante constance : de longues années d'observation sans variance nous dévoilent l'art du prince du lieu et la structure du pouvoir au Cameroun. Dans ces admirables chroniques, on passe de l'exhortation à la libre opinion dans un geste continu qui mêle audacieusement la description à la réflexion. Il en résulte un journalisme autoréflexif qui impressionne par son verbe incisif et ses thèmes qui conservent une remarquable actualité. »

Paul-Aarons NGOMO,
Philosophe et Politologue, (avril 2018)

Disponible dans les librairies de Yaoundé et Douala

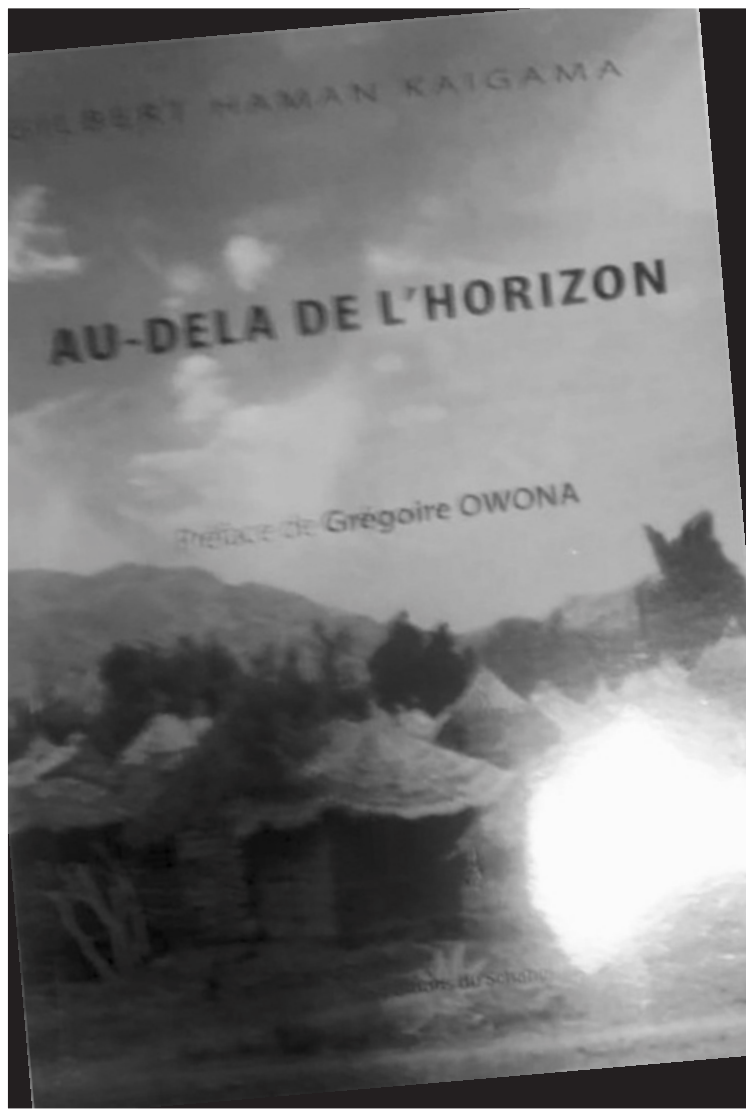
éditions Ifrikiya

YAOUNDÉ. L'autobiographique qu'il a faite est un amas de souvenirs tristes et joyeux.

Gilbert Haman Kaigama revoit son «horizon»

Par Lititia Ngono (stagiaire)

«*Au-delà de l'horizon*», l'ouvrage autobiographique de Gilbert Haman Kaigama parue à Yaoundé aux éditions du schabel qui appartient au courant littéraire 2019 comprend 182 pages. Celles-ci sont divisées en 23 chapitres. Préfacé par Grégoire Owona, ministre du Travail et de la sécurité sociale (Mintss) qui félicite et encourage l'auteur dans la peinture faite du Cameroun de son enfance, de son adolescence et de son parcours professionnel... «*Au-delà de l'horizon*», est donc un condensé d'histoires vécues par l'auteur. Un tas de souvenirs que son auteur a pris sur lui de partager et de conter au public. Pour lui, il s'agit d'un itinéraire qui commence dans son village natal, Gaban, aux hautes sphères de la préfecturale. Dans cette trajectoire, ce parcours de vie, l'auteur accorde une attention particulière à ceux qui l'ont marqué dont sa mère Gouale Mboum qui était selon lui : «*d'une rigueur et d'une sévérité inimaginable pour une femme de sa culture.*» Celle-ci a particulièrement veillé sur son éducation, et lui a attribué un surnom prémonitoire de «*Gainako*» qui



signifie berger en langue peuhle. Puis, son père, Yerima Kaigama «*un personnage à la fois impressionnant et énigmatique complètement tourné vers le travail*», qui cherchait manifestement lui aussi, à parfaire son éducation. Mais à travers des tâches exténuantes de rustres. Outre ces deux relations, l'auteur décrit également ses relations avec ses camarades tant de l'école primaire, du secondaire et du supérieur, notamment l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam). Si à l'école, ses relations étaient presque toujours accompagnées de petites chamailleries, ponctuées de quelques décès, sur le plan professionnel, elles étaient parfois dramatiquement conflictuelles comme lorsque Kaigama est affecté dans les services du Premier ministre.

«*Au-delà de l'horizon*», s'apparente comme un livre à archiver, afin de revivre la tristesse née du transfert de la Société de développement du Coton (Sodecoton) de Kaélé. Des fractures, des séparations, des licenciements. L'auteur a pendant la soirée dédicace fait déguster aux amoureux de la lecture cet ouvrage qui ne cesse de faire beaucoup d'encre et de salive. La critique est positive. L'auteur

transporte ainsi le lecteur dans son univers malgré les multiples difficultés qu'il a rencontré pendant la rédaction de son livre. Il présente donc son «horizon» en racontant son parcours depuis son enfance, passant par son adolescence jusqu'à sa vie active. Il justifie le titre en disant que : «*l'horizon est ici considéré comme la frontière de ce que le regard aperçoit. Cette frontière suscite la curiosité de toute personne.*»

Dans cette œuvre, il raconte l'histoire du peuple Moundang dont il représente valablement. Et, fustige les abus dont son peuple a été victime. L'oppression et l'homosexualité ainsi que plusieurs autres problèmes sociaux. Rythmée par la lecture de certains extraits tirés de son chef-d'œuvre, le public attentif s'est montré convaincu. Pour exprimer sa satisfaction et son soutien, le public qui est venu découvrir le nouveau prodige de la littérature a acheté le livre dédicacé au prix de 10 000 FCfa. L'auteur n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude à l'endroit de sa famille, de ses amis sans oublier son éditeur qui lui ont toujours tendu le bras quand il en avait besoin. Et se dit satisfait de son parcours. ■

Les bonnes feuilles

Les effectifs par classes dépassaient rarement soixante élèves dont à peine cinq filles. Nombreuses étaient celles qui n'arrivaient pas à poursuivre leurs études plus loin, sans doute à cause du poids de la tradition. Elles n'étaient pour autant pas bêtes et la plupart aspiraient à un bel avenir. Mais elles étaient malheureusement sacrifiées sur l'autel d'une tradition rétrograde, dans ce monde plein de promesses.

C'était souvent de grandes filles déjà mûres, qui ne rêvaient plus des rencontres sans lendemain car ayant raté leur chance de pouvoir aller plus loin dans leurs études, elles n'attendaient plus que les princes charmants avec qui elles s'envoleraient vers d'autres horizons plus frétillants. Bien que n'étant pas spécifiquement intéressés par le mariage, certains collégiens s'amusaient à les séduire. Leur méthode de séduction consistait à baratiner les filles en «*camfranglais*», c'est-à-dire un mélange camerounais de français et d'anglais. Le message avait pour but de faire comprendre aux filles qu'ils étaient des collégiens et ce n'est que de cette façon, pensaient-ils, qu'ils pouvaient les attirer. Cependant, la maladresse doublée du manque de maîtrise de la langue anglaise et même française ne leur permettait pas de jongler avec les deux langues et cela les trahissaient. Quant aux filles qui comprenaient que ces gar-

çons ne voulaient que démontrer qu'ils étaient des collégiens, elles finissaient par les rabrouer sans ménagement, arguant qu'elles ne comprenaient pas leur façon de parler français.

La musique yéyé était en vogue et tenait haut du pavée avec notamment le groupe «*Salut les copains*» en France et en outre Atlantique, le mouvement de l'émancipation des noirs en Amérique. Presque tous les collégiens connaissaient Pélé, Mohamed Ali alias Cassius Clay, James Brown, Martin Luther King, Angela Davis, Johnny Halliday, Claude François, Sylvie Vartan etc. Le choix des noms de l'une de ces vedettes du sport, de la musique, du cinéma ou de la lutte pour l'émancipation des noirs comme surnom faisait l'objet de chaudes disputes entre camarades. Le port de leur nom par l'un d'entre nous suscitait toujours un comportement imprévisible et des rancunes sourdes de la part des camarades qui ne trouvaient pas de nom à leur convenance.

Pour ma part j'avais choisi le pseudonyme d'Ombrax, du nom d'un héros d'une bande dessinée en vogue à l'époque, tout comme ceux de Blek le Rock, embla ou Tex Willer, Akim ou Micky le Ranger. En réalité, j'avais bien voulu prendre le nom de Boukar Batinda, un esprit libre, un hors la loi qui écumait les villes et les

campagnes de chez nous, pour traquer les représentants du régime d'Ahidjo. Mais j'avais

Peur de façon régulière, Boukar se faisait des butins sur le dos des représentants de l'administration, à travers des expéditions chez les agents spéciaux pour se servir dans leurs caisses.

A vrai dire, son objectif était plus politique qu'économique. Cette sorte d'Arsène Lupin trouvait aussi du plaisir à humilier de façon spectaculaire, gendarmes et policiers il a certes marqué les esprits pendant un certain temps, par ses coups mais au final, s'était fait prendre facilement à Lara en 1970, par les populations qui l'avaient reconnu au marché. Il fut fusillé la même année sur la place publique à Maroua, au terme d'un procès expéditif.

Les filles, de leur côté, délaissaient quelquefois leur nom de famille pour prendre ceux de Brigitte Bardot ou tout simplement Clarisse, Virginie, Christine, autant de jolis prénoms tirés des romans d'amour qu'elles lisaient à leur temps perdu et qui excitaient leur désir d'occidentalisation. Pour autant, elles ne se livraient pas bagarre à la façon des garçons pour une simple histoire d'usurpation de nom.

En général, nous nos affublions de ces sobriquets pour l'effet de propa-

gande et de séduction qu'ils étaient censés produire sur nous et non pas parce que tel était plus talentueux ou plus intelligent ou même plus fort que l'autre. Dans ce milieu scolaire ou nous demeurions éternellement de grands enfants, nous étions d'autant plus confrontés qu'à force de mimétisme, certains camarades parviendraient à vivre pratiquement dans la peau de leur héros, dans une totale mutation à la Molière.

Alors que mon séjour au collège tirait vers le ver la fin, aucun événement particulier, heureux ou malheureux ne vint chambouler cette vie calme et plutôt bien ordonnée. En plus, l'absence de divertissements et d'occupations mondaines telles que cinéma, boîte de nuit, alcool, drogue, nous libéraient l'esprit et nous aidait à aménager notre emploi de temps. Consacrant la majeure partie aux études au lieu de nous disperser dans des activités futiles, nous étions comme des modèles et les enseignants en étaient fiers. Certains nous considéraient comme leurs propres enfants, et par conséquent, mettaient à notre disposition tous les moyens nécessaires pour notre réussite. ■

Gilbert Haman Kaigama
AU-DELA DE L'HORIZON
LES EDITIONS DU SCHABEL

Pp 103 et 104

GRAND-NORD. Un match amical entre l'AFGN et les vétérans de Mokolo a eu lieu le week-end dernier.

Les vétérans célèbrent le football

Par Ebah Essongue
Shabba

L'année 2019 a démarré sur les chapeaux de roue pour l'amicale des footballeurs du Grand Nord (AFGN). Dans le cadre de leurs activités, Les anciens footballeurs de l'AFGN ont reçu l'équipe de foot Vétérans Santé Club de Mokolo lors d'un match amical qui s'est joué le samedi 23 février 2019. « Cette rencontre a eu lieu dans le but de maintenir la forme physique, resserrer les liens d'amitié existant entre les deux clubs et promouvoir le vivre ensemble surtout en cette période assez délicate pour notre pays le Cameroun », a expliqué Christophe Oussoumanou, vice-président de l'AFGN. Le match s'est disputé au complexe sportif de Coton Sport à Djoumassi dans un bon esprit et le résultat a été nettement en faveur de l'AFGN, qui a présenté une formation déjà bien entraînée face aux Vétérans de Mokolo qui ont été battus 2 buts à 1, un score sans d'importance car l'objectif était de pratiquer le football et célébrer le vivre ensemble.



Des jeunes du centre de formation.

« Le département du Mayo-Tsanaga a connu une période d'insécurité due aux multiples attaques du groupe terroriste Boko Haram. Et lorsque nous venons jouer avec nos frères du Nord à Garoua après leur séjour chez nous, c'est pour leur montrer combien de fois l'insécurité a reculé, nous jouons le rôle d'ambassadeur pour dire que dans le Mayo-Tsanaga tout est calme et la sécurité est revenu. Le football permet le brassage

des peuples et cette rencontre amicale le prouve à suffisance », a déclaré Emmanuel Siake, président de Vétérans santé club de Mokolo.

Le public pour sa part a pu revoir à l'œuvre quelques anciennes gloires qui ont écrit les plus belles pages de l'histoire du football du Grand-Nord. On a pu revoir avec plaisir plusieurs grands noms du football de partie septentrionale à l'instar de Souleymanou

Hamidou ancien portier des Lions indomptables, Abdouraman alias Ba Garoua Kopa ancienne gloire de l'Etoile Filante, Christophe Oussoumanou qui a fait les beaux jours de Coton Sport, Babba Mamadou de Olympique de Maroua et bien d'autres. « Nous sommes satisfaits d'avoir passé ce message qui consistait à dire au public que les vétérans et anciens footballeurs du grand nord sont très solidaires, un exemple que doivent copier nos jeunes joueurs, car on a constaté que la solidarité et l'entraide qui nous caractérisait a foutu le camp chez nos jeunes joueurs », s'exprimait ainsi Mohamadou Dandjouma, président de l'AFGN et lui-même ancien joueur de l'Etoile Filante de Garoua.

La fin du match a été marquée par une belle 3 e mi-temps agrémentée d'une soirée offerte en l'honneur des vétérans de Mokolo. Leur séjour s'est terminé dans la gaîté par autour d'un bouillon d'au revoir au Cenajes de Garoua avant de prendre ensuite la route pour Mokolo. ■

D1. Le championnat de football féminin reporté au 16 mars



Par E.E.S.

La réunion préparatoire au championnat de première division de football féminin du Cameroun, tenue le 22 février dernier entre les présidents de clubs et les responsables de la Fédération camerounaise de football, a permis la reprogrammation du lancement du championnat au 16 mars 2019. Par ailleurs, le championnat sera dorénavant divisé en deux poules. Dans la poule A, l'on retrouve ASFF Diamaré de Maroua ainsi que Maranta FC, Canon de Yaoundé, Amazone FAP, Éclairé de Salairé et Panthère Security.

Renaissance football fille de Figuil, seconde représentante du Septentrion, sera logée dans la poule B en compagnie de Social du Mbam, Caïman fille de Douala, Green City, Louves Minproff et la championne du Cameroun en titre, Awa football fille dirigé par le coach Hassan Balla.

Après la relégation de Vent du Nord et de Renaissance de Guider, cette saison le Septentrion malgré la montée en ligue 1 de Renaissance de Figuil, ne compte plus que deux équipes en division d'élite contre trois la saison dernière. Depuis plusieurs saisons déjà, le championnat de football féminin se déroule avec une programmation des matchs en dent de scie. Un championnat qui devrait se jouer en deux phases, s'est souvent disputé en trois ou quatre phases. La commission nationale de football féminin a souvent évoqué le manque de moyens financiers. Et cela découlait du fait des nombreuses crises qui ont gangrenés la Fédération et enrhumées ses finances. Sous l'ère Saidou Mbombo Njoya, les présidents de clubs et les joueuses espèrent vivement que tous ses désagréments ne seront que de lointains souvenirs.

Et en attendant l'ouverture de saison, le «Tournoi de la Femme» édition 2019 va se disputer dès le 25 février avec une finale prévue pour le 7 mars 2019. ■

NGAOUNDÉRÉ. L'athlète a couvert la distance en 15 minutes 12 secondes lors de de la coupe du recteur.

Djafarou Ladigou améliore son record sur 5000 m



Par Ebah Essongue
Shabba

Si la région de l'Adamaoua dispose d'un bassin exceptionnel d'athlètes talentueux, l'université de Ngaoundéré reste le lieu par excellence des talents qui n'ont qu'un seul rêve, atteindre les hauts niveaux. Et Djafarou Ladigou, étudiant en physique master 2 au sein de l'institution universitaire fait partie de ses athlètes que ses pairs considèrent parmi les meilleurs athlètes de l'histoire de la région château d'eau du Cameroun. Aller toujours chercher plus haut, plus vite et plus fort (la devise olympique, ndlr) est une philosophie qui est largement ancrée chez ce jeune athlète toujours en quête

de performance.

Le week-end dernier, lors du 1er meeting de la 7e édition de la «Coupe du Recteur» de l'université de Ngaoundéré qui s'est déroulée du 23 au 25 février, Djafarou Ladigou a signé l'un des plus grands exploits de cette compétition qui au-delà de donner une donner une nouvelle impulsion au vivre ensemble au sein de la communauté universitaire et contribuer à l'animation du campus, a permis de détecter les talents pour les jeux universitaires dans les disciplines sportives et culturelles. Samedi 23 février dernier, en présence de milliers de spectateurs ce natif du village Bilassora dans l'arrondissement de Ngan Ha a établi un nouveau record du 5000

mètres dans ce meeting, en pulvérisant l'ancienne marque de 4 secondes. Avec un temps de 15 min 12 sec, l'athlète de 30 ans qui ajoute un nouveau record à son palmarès, renvoie de ce fait aux calendes grecques l'ancien record établi en 2014 par Denze Ebel (15 min 16 sec). « J'ai couru les 5000 mètres le plus rapides de la compétition, mais ce n'est pas le record du Cameroun. Je dois maintenant battre ma meilleure performance et en faire un record du Cameroun. Ça, j'apprécierais », a-t-il déclaré samedi, avec dans les yeux la flamme qui ne s'éteint jamais lorsqu'il qu'il parle de son sport. Tel un Mohamed Farah ou Justin Foymi (ses idoles, ndlr), le jeune Djafarou Ladigou a fait rentrer le 5000 mètres dans une nouvelle dimension.

Deux fois vainqueur de l'ascension du Mont Ngan-Ha en 2014 et EN 2015, vainqueur de la « Course populaire » organisé à l'occasion de la fête de la jeunesse, Djafarou Ladigou qui a également pris part aux jeux universitaires en 2013, a l'étoffe d'un champion, lui qui pratique l'athlétisme depuis 2011. Ses spécialités, les courses de fond, notamment les 1000 et 5000 mètres. « Je jouais d'abord au football et c'est sur les conseils de mon professeur de sport que je mets à l'athlétisme. J'ai participé aux qualifications pour les jeux Fenasco en 2011 aux 1500 mètres et j'ai occupé la troi-

sième place lors de la finale régionale. C'est à ce moment que j'ai décidé de tout miser sur l'athlétisme », explique Djafarou Ladigou. Son baccalauréat en poche en 2012, il dépose ses valises sur le campus de l'université de Ngaoundéré et intègre le club athlétisme de l'université. En 2013, le Cop's de Dang, bien que réserviste, défend les couleurs de son université aux jeux universitaires. Mais en 2014, il est réserviste lors des jeux des jeux universitaires de Douala. « Après j'ai décidé de marquer une pause pour me concentrer à mes études, je me ne me suis pas pour autant éloigné des pistes de course. Cette année j'ai décidé de revenir en force avec ambition d'être champion du Cameroun », précise-t-il.

Ayant dépassé la limite d'âge pour participer aux jeux universitaires, Djafarou Ladigou qui est désormais pensionnaire de Adamaoua Athlétic Club, se prépare activement pour aller rééditer son exploit du weekend à Bafoussam lors du meeting national interclub, prévu du 2 au 3 mars 2019. Tenant la forme de sa vie, Djafarou trouvera certainement une dose de carburant supplémentaire avec sa victoire de ce weekend et ce record dans les jambes. Mais il sait que pour entrer dans l'histoire il faudra se sublimer dans la performance face aux meilleurs du Cameroun sans jamais perdre une once de maîtrise. La victoire est à ce prix. ■